

## Burundi : l'ONU appelle au dialogue pour éviter "le pire"

@rib News, 10/11/2014 - Source AFP Le conseiller spécial des Nations unies pour la prévention du génocide, le Sénégalais Adama Dieng, a lancé samedi à Arusha, en Tanzanie, un appel au dialogue au Burundi pour éviter "le pire" avant les élections générales de 2015. "Il faut faire en sorte que les forces du mal ne puissent pas pousser certains acteurs à la violence criminelle," a dit M. Dieng, relevant "une violence qui se répand ici et là" au Burundi, au cours d'une conférence de presse au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) qui célèbre son vingtième anniversaire, avant sa fermeture le 31 décembre.

"La meilleure manière de freiner cette violence est d'amener ensemble des acteurs politiques à se parler. Sinon, le pire peut arriver", a-t-il ajouté. Il a encouragé les différents acteurs burundais "au dialogue et à l'élargissement des espaces de liberté pour que les droits de l'homme soient pleinement respectés". "Aucun État, aujourd'hui, ne peut revendiquer sa souveraineté pour commettre en silence des meurtres," a affirmé le représentant du secrétaire général de l'ONU, soulignant que les Burundais qui "ont tant souffert pendant des décennies" ont le droit d'aller aux prochaines élections "en toute tranquillité". La communauté internationale a publiquement exprimé depuis plusieurs mois ses inquiétudes au sujet des tensions croissantes dans ce petit pays des Grands Lacs, miné par des violences politiques et des entraves aux libertés, à l'approche des élections de 2015. Dans une note confidentielle qui avait fuité, l'ONU avait récemment fait état de distributions d'armes aux jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, ce que le pouvoir avait démenti. Au pouvoir depuis 2005, le président Pierre Nkurunziza est soupçonné de vouloir briguer un troisième mandat, mais ses opposants jugent qu'une nouvelle candidature serait inconstitutionnelle. L'histoire du Burundi, voisin du Rwanda, est jalonnée de massacres entre Hutu et Tutsi qui se sont échelonnés de 1993 à 2006. Les précédentes élections de 2010, boycottées par l'opposition, avaient débouché sur des violences.